

Domaine : DROIT, ÉCONOMIE, GESTION Mention : DROIT PUBLIC

RNCP22521 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g, 128
Code(s) ROME	K1901, K1902, K1903, K1904
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Université de la Réunion

<http://www.univ-reunion.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Activités visées :

- les titulaires du diplôme ont été formés aux méthodes de travail nécessaires pour effectuer les activités qui sont celles de juriste en droit public (avocat, juriste de collectivité territoriale, magistrat administratif, juriste de SEM ou de SPL, etc.).
- Tournée vers le marché local de l'emploi, le diplôme met l'accent sur le droit public interne, tout en sensibilisant les étudiants aux questions de droit de l'Union européenne.
- Résolument pratique, elle prépare les étudiants à occuper des fonctions de cadre administratif, ainsi qu'aux activités de conseil et contentieuses, en favorisant les études de dossier et la rédaction d'actes.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences ou capacités évaluées

- Maîtriser les fondamentaux du droit administratif (fonction publique, urbanisme, responsabilité administrative, actes administratifs unilatéraux, etc.)
- Choisir le contrat le plus adapté à la réalisation d'un projet public
- Réaliser des montages contractuels complexes
- Passer et exécuter les contrats de la commande publique
- Acquérir le foncier nécessaire à une opération d'utilité publique
- Gérer et valoriser les propriétés publiques
- Réaliser des opérations d'aménagement
- Utiliser la fiscalité au service de l'action publique
- Bénéficier des fonds de financement de l'UE
- Utiliser la procédure administrative contentieuse
- Appréhender le risque pénal dans l'action publique
- Optimiser la gestion des services publics

- Connaître l'environnement juridique des SEM et SPL

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Secteurs d'activités

Dans la fonction publique territoriale ou nationale, en cabinet d'avocats ou bien en entreprises (SPL, SEM, entreprises de BTP)

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Type emplois accessibles

- Avocat spécialisé en droit public, après réussite à l'examen d'entrée à un centre régional de formation professionnelle des avocats.
- Juriste dans une administration centrale ou déconcentrée, après réussite, par exemple, du concours d'accès à un Institut régional d'administration (IRA) ou directement par voie contractuelle.
- Juriste dans une collectivité territoriale, que ce soit après avoir réussi le concours d'attaché territorial ou directement par recrutement contractuel.
- Juriste dans une entreprise de service public, notamment dans les secteurs de l'eau, des énergies ou bien encore dans celui du développement durable.
- Juriste dans une entreprise publique locale, telle qu'une société d'économie mixte ou une société publique locale.
- Juriste dans un établissement public de coopération intercommunale ou dans un établissement public local ou national
- Magistrat administratif, après réussite du concours complémentaire pour le recrutement des conseillers de tribunaux administratifs et de cours administratives d'appel.
- Juriste dans une administration centrale

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

oui

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE

oui

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Possible pour partie du diplôme par voie de VES ou VAP

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury de Validation des Acquis de l'Expérience : 2/3 enseignants et 1/3 professionnels. Le président est le responsable du diplôme.

Minimum de 3 jurys

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Faculté de droit et d'économie de la Réunion

<http://ufr-de.univ-reunion.fr/>

<http://www.univ-reunion.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/22521/>